

Bruxelles, 07/05/10

La CES appelle à lutter contre la spéculation financière en mobilisant la force d'action conjointe de l'Europe

La réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro, qui se tiendra ce soir, ne peut ignorer le comportement irrationnel des marchés financiers qui attaquent à présent un Etat membre après l'autre et testent la monnaie unique. La Confédération européenne des syndicats (CES) incite vivement les ministres des finances à faire abstraction de leurs théories économiques orthodoxes, comme ils l'ont fait lorsqu'ils ont sauvé les banques.

Selon John Monks, Secrétaire général de la CES : « L'Europe a sauvé les banques. Le système social et les normes du travail équitable sont tout aussi importants, et même plus importants que les banques, et ne devraient pas pouvoir être anéantis par les spéculateurs ».

Pour combattre l'incendie de la spéculation avec le feu de l'unité européenne, la CES incite vivement les chefs d'Etat et de gouvernement à faire preuve du même courage et de la même créativité que lorsqu'ils ont sauvé les banques :

► Pour sauver les banques, les gouvernements européens ont émis près de 3 mille milliards de garanties de crédit. Les Etats membres qui subissent des attaques spéculatives devraient à présent recevoir des garanties de dette similaires à celles dont ont bénéficié les banques.

► Pour sauver les banques, la Banque centrale européenne a racheté aux banques plus de 4,1 mille milliards d'actifs « toxiques » tout en réduisant à près de zéro le taux d'intérêt qu'elles doivent payer. Les banques centrales européennes devraient à présent agir comme un « acheteur de dernier recours » pour la dette souveraine en détresse et mettre un terme à la situation où les gouvernements sont pris en otage par les marchés financiers.

► Pour sauver les banques, les gouvernements européens les ont renflouées à l'aide d'une masse de nouveaux capitaux. L'Europe doit à présent mobiliser les capitaux pour investir dans la relance européenne et les emplois en Europe. Une obligation de croissance européenne conjointe, investissant dans les infrastructures et les réseaux européens, soutenue par les banques centrales à un faible taux d'intérêt et par les revenus d'une taxe européenne sur les transactions financières, protégera les économies contre les conséquences négatives de l'assainissement budgétaire national.

Pour sauver les banques contre leurs propres politiques malencontreuses, les gouvernements européens se sont engagés à fermer les paradis fiscaux. L'Europe doit à présent coordonner la politique fiscale sur les revenus du capital, afin d'éviter que les riches et les puissants ne paient pas leur part des coûts de la crise en faisant circuler leur fortune autour de l'Europe.